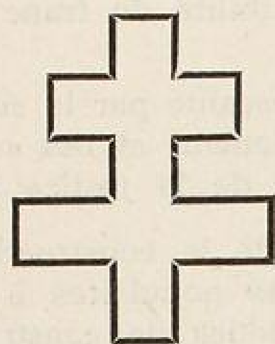
X 2° circ.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE NOVEMBRE 1958

Département de la Meuse - **Circonscription de VERDUN**



Union pour la Nouvelle République

René ANSION

Suppléant : Marcel LAMOR

ELECTEURS, ELECTRICES,

Au referendum du 28 Septembre, vous avez, par un vote massif, approuvé les institutions de la *Nouvelle République,* que vous présentait le gouvernement du *Général de Gaulle.*

Mais l'œuvre entreprise par le *Général de Gaulle* est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un *esprit nouveau* et des *hommes nouveaux.*

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis, qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au *Général de Gaulle,* ne méritent plus votre confiance.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont regroupés avec *Michel Debré, Edmond Michelet* et *Jacques Soustelle,* ministres et fidèles compagnons du *Général de Gaulle,* tous ceux qui, sans défaillance depuis onze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur et la fin de l'ancien système.

Dans sa conférence de presse du 23 Octobre, le Général de Gaulle les a ainsi désignés : «...*CEUX QUI M'ONT TOUJOURS MONTRÉ UN AMICAL DÉVOUEMENT A TRAVERS TOUTES LES VICISSITUDES* ».

Vous ferez confiance à ces hommes.

VOUS LES ENVERREZ SIÉGER A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

— *PARCE QU'ILS ONT VU CLAIR,* quand tous les autres s'entêtaient dans leurs solutions à courte vue et leurs combinaisons de couloir.

— *PARCE QU'ILS ONT EU RAISON,* en annonçant que la venue au pouvoir du *Général de Gaulle* et le changement de Constitution étaient une condition nécessaire, mais aussi immédiate, du redressement du pays.

— *PARCE QU'ILS REPRÉSENTENT L'AVENIR,* la rupture définitive avec un passé de honte et de désastre, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une communauté fraternelle de 85 millions d'hommes libres.

***

ATTENTION !

Le *Général de Gaulle* a mis en garde les futurs parlementaires contre la tentation de déborder les limites du rôle dévolu aux assemblées. Il a demandé à celles-ci :

— DE REMPLIR D'UNE MANIÈRE OBJECTIVE LEURS FONCTIONS LÉGISLATIVES ;

— DE S'ABSTENIR DES SURENCHÈRES, DES PRÉTENTIONS, DES AGITATIONS PARTISANES DONT TROP SOUVENT L'EXEMPLE FUT DONNÉ.

« *ALORS, A-T-IL DIT, LES POUVOIRS DE L'ETAT FONCTIONNERONT DANS L'ÉQUILIBRE, LA STABILITÉ, L'EFFICACITÉ, ET LA NATION S'INTÉRESSERA AUX LIBRES DÉBATS DE SES REPRÉSENTANTS* ».

Les hommes du système voudront en revenir aux erreurs d'hier. Ils risquent de jeter la République dans une crise nouvelle d'où sortiraient l'anarchie ou la dictature.

Les candidats de l'U.N.R. auront les yeux fixés sur *demain.* Respectueux du rôle que leur assigne la Constitution, ils soutiendront l'action nationale du *Général de Gaulle* pour le redressement du pays.

Ce redressement doit se concrétiser par :

1° La conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur les bases indiquées par le général de Gaulle dans le discours de Constantine et la dernière conférence de presse qui permettront aux Algériens de construire leur avenir avec la France dans la paix retrouvée.

2° L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la communauté née du referendum de manière à lui conférer le prestige et l'attrait qui détourneront l'Afrique du neutralisme et permettront sa mise en valeur pour le profit de tous les peuples unis à la France.

3° La poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales, le regroupement régional des services techniques, l'ouverture de bureaux de contacts communs à toutes les administrations pour faciliter leurs rapports avec le public.

La réforme de la justice rendue à la gratuité et réorganisée par une simplification de la procédure.

4° La simplification du jeu des partis politiques par le regroupement des grandes tendances nationales et l'application stricte des dispositions de la Constitution obligeant les formations politiques à respecter la souveraineté nationale et les principes démocratiques.

5° Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe.

6° Une politique hardie d'expansion économique comportant :

— le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome) ;

— l'aménagement du territoire, gage du plein emploi des ressources et de la renaissance pour les régions sous-équipées ;

— la modernisation de l'agriculture par l'aide aux investissements ; la garantie du revenu agricole et la stabilité des produits alimentaires par l'organisation des marchés ;

— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive.

7° Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

— un équilibre strict du budget ordinaire ;

— débudgétisation des investissements ;

— une révision de la politique des subventions économiques et du crédit ;

— une discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc et au libre transfert des capitaux ;

— une réforme profonde de la fiscalité par la suppression des taxes de faible rendement et des régimes d'exception et l'établissement de la justice fiscale.

8° Un effort décidé en faveur de la construction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif, la rationalisation des méthodes de construction, la lutte contre la spéculation des terrains à bâtir, qui devront permettre de porter à 400.000 le nombre des logements construits par an à partir de 1960.

9° Une politique sociale, inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objectifs précis qui sont :

— la promotion des salariés, aussi bien au niveau de l'entreprise par le rôle accru donné aux travailleurs qu'au niveau de l'Etat par la participation des syndicats à l'élaboration, au sein du Conseil économique, doté de pouvoirs accrus, d'une véritable politique économique nationale ;

— la gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la Sécurité sociale ;

— l'organisation plus simple et plus humaine des rapports entre l'Administration et les assurés ;

— le développement des diverses prestations, notamment de l'assurance « vieillesse », lié à l'essor de la production ;

— l'aide massive à la jeunesse à qui devront être assurés, une fois l'éducation achevée, l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le général de Gaulle.

10° Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement, pour, en respectant le pluralisme traditionnel, redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes ; développer l'enseignement technique et en faciliter l'accès sur titres à de nombreux candidats ; ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes, issus des milieux ouvriers.

Le 23 Novembre, *pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine :*
Votez pour ceux qui ont toujours soutenu de Gaulle.
Votez pour l'Union pour la Nouvelle République.

Votez René ANSION !

Vu, le candidat.

René ANSION

Avocat au Barreau de Verdun
Administrateur de la Caisse d'Allocations Familiales de la Meuse
Interné résistant
Médailles des Evadés et de la France Libérée

Marcel LAMOR

Agriculteur

VILOSNES (Meuse)

IMP. FRÉMONT - VERDUN